



Revue hebdomadaire de la presse allemande

POLITIQUE INTERIEURE

Le président fédéral insiste sur le fait que l'Allemagne « ne peut pas se replier sur elle-même »

Le discours prononcé par le président fédéral qui a réuni mardi 10 février des experts en charge des opérations de maintien de la paix et une centaine d'invités conviés à une discussion sur « la contribution civile de l'Allemagne au règlement des conflits internationaux », a bénéficié d'un large écho dans la presse. Partant du constat que « l'équilibre international, dont l'Allemagne en tant que pays globalisé, a jusqu'ici largement profité est aujourd'hui beaucoup plus menacé que ce que l'on aurait pu penser il y a vingt ans », Joachim Gauck a une nouvelle fois fait valoir que l'Allemagne ne peut adopter une attitude d'isolement et de repli sur soi. Evoquant le dossier ukrainien, les livraisons d'armes aux Peshmergas en lutte contre Daech et le virus Ebola, il a exprimé sa satisfaction face à la manière dont le gouvernement fédéral, aux côtés de ses partenaires internationaux et européens, s'engage pour le règlement des crises internationales.

Les quotidiens notent qu'un an après le discours prononcé lors de la conférence sur la sécurité à Munich, qui lui avait valu des critiques à gauche de l'échiquier politique, le président a cette fois porté l'accent sur l'aspect civil de la résolution des conflits, estimant qu'« entre ne rien faire et avoir recours comme ultima ratio aux moyens militaires, de multiples formes d'engagement sont possibles ».

POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

Grèce

Après la déclaration de politique générale d'Alexis Tsipras et les propos de son ministre des finances Yanis Varoufakis sur les risques d'effondrement de la zone euro en début de semaine, la presse ne cache pas sa consternation. Le discours du nouveau chef de gouvernement était encore celui d'un leader de l'opposition, « il joue un jeu dangereux qui pourrait déboucher sur un 'Grexit' », s'alarme le *Tagesspiegel* ; « l'argent ou le Grexit », voilà le chantage clairement exprimé par son ministre des finances, commente la *FAZ*. Pour le quotidien de Francfort, « la

Grèce a réussi à monter contre elle toute l'Europe », à commencer par le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, qui a estimé à Berlin que les Européens n'étaient pas prêts à financer les promesses de campagne d'Alexis Tsipras, mais aussi l'Italie, qui a protesté de la solidité de sa dette comparée par Y. Varoufakis à celle de la Grèce, la Grande-Bretagne, « rendue nerveuse par le coup de poker d'Athènes » (*Tagesspiegel*) et qui a reconnu étudier le scénario d'une sortie de la Grèce de la zone euro, et bien sûr l'Allemagne, en invoquant à nouveau la question des réparations de guerre, dossier jugé clos depuis longtemps par le gouvernement allemand mais dont la presse (*Bild*) se demande à présent si elle l'est vraiment. Alors que les quotidiens se font l'écho de l'inflexibilité du gouvernement allemand sur la question des réformes comme préalable à toute aide européenne, *Die Welt* s'insurge contre le « german-bashing » et les ressentiments anti-allemands de « l'Europe du sud » pour qui le coupable tout trouvé de l'endettement et de la paupérisation serait Berlin.

Au lendemain de la réunion exceptionnelle de l'Eurogroupe, la presse dresse un constat d'échec : « à Bruxelles, Athènes est toujours en mode confrontation », titre ainsi la *FAZ*. Les journaux spéculent sur de possibles avancées entre Alexis Tsipras et ses partenaires européens, « tous se disant confiants dans la possibilité d'obtenir un compromis même si, pour Athènes, le temps est compté », écrit la *Süddeutsche Zeitung*. En l'absence de décision, les commentaires, encore nombreux, ne font que réitérer les appels au gouvernement grec à se plier aux réalités. *Die Welt* rapporte de source proche du Conseil européen qu'Alexis Tsipras aurait enfin, au cours des dernières 24 heures, pris la mesure de l'urgence de la situation : « la Grèce devient réaliste », « l'homme qui a refusé le compromis si péniblement négocié par Yanis Varoufakis à l'Eurogroupe cède enfin », avance *Die Welt*.

Déplacement de la chancelière à Washington

La rencontre entre Angela Merkel et Barack Obama, lundi 9 février à Washington, a fait les gros titres de tous les quotidiens qui indiquent que la question des livraisons d'armes à l'Ukraine a figuré au centre des discussions. Les journaux relèvent que la chancelière a rappelé son engagement pour un règlement pacifique de la crise et que le président américain a affirmé ne pas avoir encore pris de décision mais tenir à « une réponse forte » en cas d'échec de la diplomatie.

Les éditoriaux saluent l'unité affichée par l'Allemagne et les Etats-Unis. Pour le tabloïd *Bild* qui veut voir une répartition des rôles de « bad guy » et de « good girl » entre les deux dirigeants, « la fermeté de l'Occident » a été démontrée car « Obama et Merkel sont parvenus à trouver une position commune à partir de points de vue divergents sur les livraisons d'armes à l'Ukraine ». *Die Welt* juge qu'« Obama aide Mme Merkel avec ce qu'elle ne peut pas faire : une menace militaire crédible ». Pour la *Süddeutsche Zeitung* toutefois, Obama dit peu de choses en substance puisqu'affirmer que « toutes les options sont sur la table, que rien n'est décidé et que rien n'est exclu (...) est pour lui l'échappatoire la plus confortable ». Estimant que la « débâcle » dans la gestion de la crise syrienne pourrait inciter les Etats-Unis à livrer des armes dans le cas ukrainien, le *Tagesspiegel* s'interroge sur la priorité qu'y accorde Barack Obama, sans doute moindre que celle de la menace terroriste liée à Daech.

Russie/Ukraine : accord à Minsk sur un cessez-le-feu

Les éditorialistes font part de leur soulagement à la suite de la conclusion de l'accord de paix à Minsk. La plupart des journaux expriment l'espoir que cet accord mette fin à l'escalade militaire dans l'est de l'Ukraine et constitue « un

premier pas » vers la paix, mais ils modèrent leurs attentes au regard de la prudence de la chancelière dont l'expression « une lueur d'espoir, rien de plus et rien de moins » est largement reprise. Les différents points de l'accord reçoivent un accueil plutôt favorable mais leur mise en oeuvre suscite un certain scepticisme. Sous le titre « un peu de paix », la *Süddeutsche Zeitung* salue le résultat du sommet, mais estime néanmoins que le cessez-le-feu n'est « un chemin de paix parfait pour sortir de la guerre que sur le papier » car Vladimir Poutine « reste le maître du processus » sur le terrain. Alors que la *Berliner Zeitung* fait part de ses doutes sur la possibilité d'une « absence temporaire de guerre », la *FAZ* s'interroge sur la volonté du président russe de mettre fin au conflit et considère que « ce doute n'a pas été dissipé à Minsk ».

De manière générale, la presse salue les efforts de l'Allemagne et de la France pour aboutir à un compromis. *Die Welt* affirme que « la chancelière et le président de la République ont réussi quelque chose de considérable ». Le *Handelsblatt* estime que la force de l'« axe franco-allemand » permet de créer « un climat de confiance nécessaire au sein de l'Union européenne et chez les partenaires européens ».

Par ailleurs, plusieurs journaux reviennent sur « l'incroyable marathon » (*Die Welt*) diplomatique de la chancelière ces derniers jours, estimant, à l'instar du tabloïd *Bild*, que la crise ukrainienne a fait d'Angela Merkel le responsable politique numéro un en Europe. « Même si elle n'a pas cherché à endosser ce rôle, elle est de facto devenue l'acteur principal dans la recherche d'une solution au conflit », juge également la *Berliner Zeitung*. Tandis que *Die Welt* décrit la chancelière comme une « psychologue » capable de négocier avec les personnalités les plus diverses, veillant ainsi à ne pas pousser Poutine dans ses derniers retranchements sans pour autant mettre en péril la relation transatlantique, le *Tagesspiegel* souligne que le dossier ukrainien montre que même dans les conflits militaires les plus durs, la chancelière continue de miser sur une solution civile et politique. Si jamais, cette vision, qui s'oppose à toute livraison d'armes, venait à s'imposer, on pourrait la qualifier de « doctrine Merkel », fait valoir le quotidien./.